

Réunion publique du Conseil de quartier Flandre-Aubervilliers
14 mai 2013 - 19h30
Ecole élémentaire B – 41 rue de Tanger 75019 Paris

Réunion animée par **Christophe AHOUDIAN**, Délégué du Maire pour le quartier Flandre-Aubervilliers



ORDRE DU JOUR

- **Echanges avec François DAGNAUD, Maire du 19e**
- **Présentation de la Zone de Sécurité Prioritaire en présence de :**
 - **Mao PENINOU**, élu du 19^e, conseiller délégué chargé des relations avec les corps de sécurité, de la prévention, du civisme
 - **Jacques RIGON**, commissaire central du 19^e arrondissement

ECHANGES AVEC FRANÇOIS DAGNAUD, MAIRE DU 19^{EME}

Après la démission de Roger MADEC, qui souhaitait passer le relai et se consacrer à son mandat de sénateur, François DAGNAUD a été élu Maire du 19^{ème} arrondissement lors du Conseil d'Arrondissement du 4 février 2013. Il a été Premier adjoint au Maire du 19^{ème} et Adjoint de Bertrand DELANOE, Maire de Paris, durant près de 10 ans.

Il se rend aujourd'hui dans les différents Conseils de quartier afin de se présenter. François DAGNAUD considère que ces instances sont des espaces privilégiés de la démocratie participative. Cet espace est le plus approprié pour dialoguer sur un dispositif qui nécessite la mobilisation de tous: la Zone de Sécurité Prioritaire lancée en février 2013. En effet, ce travail doit se faire sous le regard des habitants qui sont en première ligne pour juger des améliorations.

François DAGNAUD évoque les aspects innovants de ce dispositif:

- **La Zone de Sécurité Prioritaire**

Cette ZSP est la deuxième à avoir été mise en place à Paris. L'évoquer après 3 mois d'existence permet de partager avec les habitants les premiers résultats qui sont encourageants au vu de la jeunesse du dispositif. C'est également un moment opportun car en accord avec le communiqué du Ministère de l'Intérieur sur les premiers mois des ZSP en France. Ces zones ont pour priorité la prévention et la sécurité pour les personnes et les biens.

- **La ZSP dans le 19^{ème} arrondissement**

Dans le 19^{ème} arrondissement, ces priorités ciblent les objectifs suivants : le trafic de crack, les violences et les vols à l'arraché. Cibler ces objectifs nécessite la territorialisation de l'action avec la définition d'un périmètre et des moyens d'intervention renforcés. Un partenariat a été mis en place avec les équipes de CRS, les brigades spécialisées, les services

de la justice, le procureur, les services municipaux sur les espaces publics et les quartiers politique de la ville, les clubs de prévention, les centres sociaux, les associations de quartiers ainsi que les bailleurs. L'engagement total de la Mairie dans le succès du dispositif reflète la nécessité de convaincre que l'on peut faire confiance à l'efficacité des services publics. Les interpellations régulières faites en dehors des réunions de conseils de quartier sont par ailleurs communiquées au commissariat afin d'ajuster l'ensemble des opérations. La municipalité a cependant conscience que les objectifs ne sont pas encore atteints et que le travail de fond engagé peut paraître long pour les habitants qui vivent des situations existantes depuis trop longtemps.

- **La prise en compte des effets collatéraux de la ZSP**

Le renforcement des forces de sécurité dans notre quartier ne doit pas porter atteinte à la sérénité et au côté agréable de notre quartier. Sensible aux contrôles excessifs et abusifs, la municipalité tient à rappeler que la sécurité est pour tous et qu'elle ne souhaite pas que certaines personnes se sentent mises en cause. Elle intègre également les effets de report et tient à ce que le renforcement des forces de sécurité soit visible dans l'espace public, et ne décale pas la présence de nouveaux problèmes sur d'autres quartiers.

Jacques RIGON, commissaire du 19^e arrondissement évoque les différents aspects de la ZSP:

- **Le découpage en deux zones de la ZSP :**

1. La zone Stalingrad dont le principal problème est le crack. Une stratégie de reconquête des territoires et des endroits squattés est en place sur la place Stalingrad. C'est également le cas sur le jardin EOLE même s'il est situé dans le 18^e arrondissement car une approche globale ne peut s'arrêter aux frontières administratives. Une stratégie d'occupation des grands espaces a été choisie avec des CRS sur le jardin EOLE et des effectifs visibles sur la place Stalingrad. Sur l'avenue de Flandre, des policiers patrouillent en tenue à pied et en car le matin jusque tard le soir.

2. La zone Orgues de Flandre a une thématique différente : une stratégie d'éviction, mais également de reconquête pour que les malfrats soient interpellés et déférés à la police. L'accent est donc mis sur un dispositif de policiers en civil, de la brigade anti-criminalité et de surveillance discrète pour interpellier en flagrant délit des cambrioleurs.

- **Les partenariats**

-Un partenariat a été établi avec les 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements afin de limiter les effets de report. Les trois arrondissements se coordonnent pour le suivi des toxicomanes. Ils collaborent également avec des associations de prévention sur la toxicomanie pour aider les consommateurs qui sont souvent dans un état sanitaire catastrophique.

-La nuit, des patrouilleurs du commissariat sont présents et appuyés par la BAC 75.

-Dans les stations de métro, la sécurité est assurée avec les brigades de réseaux ferrés.

-Le ministère de l'Education Nationale est un partenaire privilégié avec la mise en place de 16 actions de prévention d'échec scolaire, facteurs qui peut mener à la délinquance, d'où des dispositifs individuels pour les élèves dans les établissements de la ZSP. Des mesures judiciaires peuvent également être prises auprès des parents.

-Plus de 70 000 euros sont destinés aux projets associatifs de médiation, d'insertion, d'emploi ainsi qu'à l'appui du travail des clubs de prévention et d'autres institutions comme le 104.

- **La prévention, la mise à contribution des habitants**

En Juillet 2012, le Ministre de l'Intérieur rappelait l'importance de la mobilisation de tous afin que les résultats soient pérennes. Un appel à la mobilisation des riverains de

l'arrondissement a été lancé avec la distribution de plus de 2000 flyers pour rappeler les bons réflexes. Ce travail de sensibilisation et de citoyenneté sera poursuivi afin de faire reculer la délinquance et l'insécurité tous ensemble.

Le commissaire rappelle qu'une cellule d'écoute avec un courriel et un numéro de téléphone dédiés sont disponibles pour faire remonter des informations susceptibles de mieux adapter, voire d'ajuster le dispositif.

La mobilisation des habitants est d'autant plus nécessaire lorsque les délits sont dans les espaces privés comme c'est le cas des cambriolages.

Le système d'information par sms « CESPLUSSUR » est un service proposé aux commerçants de l'avenue de Flandre afin qu'ils adoptent les mesures de prévention nécessaires pour se protéger.

- **Les espaces privés**

La ZSP veut également reconquérir les espaces privés comme c'est le cas des halls d'immeubles et des parkings squattés par les toxicomanes ou les dealers. Le commissariat travaille donc avec les syndicats des copropriétés et les bailleurs pour une meilleure protection des patrimoines. Des audits de sécurité et des missions de prévention et de sécurisation ont été développés lorsque l'on détecte une fragilité structurelle afin de proposer au gestionnaire un niveau suffisant de sécurité.

- **Les premiers résultats**

A ce jour, 730 arrestations ont été faites, notamment grâce aux opérations spéciales dont 5 opérations spéciales dans les stations de métro, 10 opérations dans les halls d'immeubles sur les Orgues de Flandres et 3 opérations « P.A.P ».

La lutte contre le trafic de stupéfiants

Concernant la lutte contre le trafic de stupéfiants, les actions les plus fortes pour extirper le trafic ciblent la rue Gaston Rebuffat et la Cité Réverdy. Plus d'un million d'euros a été saisi au début de la mise en place de la ZSP, des saisies de crack et de cannabis également.

277 arrestations ont été faites dont 69 pour trafic et revente et 207 pour détention et usage. 17 personnes ont été incarcérées, c'est le cas notamment de dealers qui ont été déférés au parquet au terme de l'enquête. D'autres ont été convoqués à comparaître devant le tribunal correctionnel.

20 individus ont reçu des interdictions à paraître. Ils sont persona non grata sur une partie de l'arrondissement et doivent se tourner vers des associations pour les aider à sortir de l'addiction. Le dispositif Coordination Toxicomanie permet de les amener petit à petit vers le décrochage : 9 individus ont déjà réussi, une avance modeste face à la physionomie du quartier, mais il y a 2 ans, cela paraissait impossible.

La lutte contre les vols avec violence

En 2012, nous avons constaté l'augmentation des vols à l'arrachée notamment les colliers dans l'arrondissement.

Nous contrôlons également les bijoutiers qui parfois rachètent ces bijoux et effectuons des vérifications pointues, notamment sur le patrimoine d'individus comme les dealers ou des bijoutiers.

La lutte contre les cambriolages

Concernant la lutte contre les cambriolages, des policiers dédiés à cette opération vont dans les immeubles et sont en contact avec les gardiens. Cela a déjà mené à 10 arrestations sur la ZSP sur un total de 49 dans le 19ème.

La lutte contre les incivilités

Concernant la lutte contre les incivilités, un nouvel arrêté Préfectoral en date du 25 avril 2013 interdit la consommation d'alcool de 11 h 00 à 21 h 00 sur toute la ZSP 19.

3 commerces ont été fermés, dont un pour vente d'alcool après 22h afin d'éviter que les individus stagnent aux abords et crée des nuisances.

Questions/commentaires

Je réclame depuis longtemps que les immeubles démolis aux rues Paul Laurent et d'Aubervilliers soient remplacés par un commissariat ouvert 24h sur 24h avec au-dessus des logements pour les policiers.

Le Commissaire

Ces rues sont sur la ZSP dont la valeur ajoutée est un plus grand nombre de policiers sur le terrain. A cela s'ajoute les motards de circulation, les CRS ainsi que les effectifs que j'ai énumérés plus tôt. C'est ce dont vous avez besoin au jour le jour.

J'habite dans le 19^e depuis 1985 et n'ai jamais eu de souci. Mais ces trois derniers mois, j'ai été agressée trois fois. L'une de ces agressions a eu lieu à un endroit où il y avait des témoins et des caméras. Mais le commissariat ne m'a pas contacté pour un suivi.

M. Le Maire

La question des victimes doit être davantage au cœur des pouvoirs publics. La mise en place d'une ZSP doit mettre l'accent sur cette problématique. Une assistante sociale et une psychologue sont au commissariat pour aider les victimes à surmonter le choc. Il est important pour les victimes d'avoir une visibilité sur l'avancée de l'enquête. Et aujourd'hui, cette visibilité manque dans le système français.

Le Commissaire

Les trois thématiques prioritaires de la ZSP : le trafic de stupéfiants, les vols avec violence et les cambriolages, nous ont amené à constituer une brigade des enquêtes d'initiatives composée de nos enquêteurs les plus chevronnés. Ils utilisent les moyens mis à leur disposition comme les caméras de vidéosurveillance si il y en a, ou encore les images de la RATP si le délit a été commis dans le métro.

En tant que victime, il est normal de souhaiter un suivi. Venez me voir à la fin de la réunion afin que je vous informe et puisse vous dire à quel point précis en est l'enquête.

Je réside au 57 avenue de Flandre et devant la recrudescence des cambriolages, je demande l'installation de plus de caméras. Elles amèneraient plus de sécurité.

M. Le Maire

Je tiens à rappeler que la vidéosurveillance a été développée en 2013. Si en 2014, il y a un vœu de les renforcer, cela sera le cas.

Le Commissaire

Au sein de notre maillage de 64 caméras, beaucoup sont sur la ZSP. Je vous invite à visiter notre salle opérationnelle au commissariat. Ce que vous ne voyez pas, ce sont les patrouilles virtuelles à l'aide du zoom et du 360° degré. Cela nous permet aussi d'avoir des preuves lors des agressions, ou lorsque les agresseurs sont dans le champ de la caméra, de les appréhender.

J'habite au 27 rue Riquet, je suis une femme seule avec des enfants et tous les jours, des jeunes squattent dans mon immeuble et me draguent. Que faites-vous dans ce genre de situation ?

Le Commissaire

L'occupation de votre immeuble m'intéresse car notre but est la reconquête des espaces publics, mais aussi les espaces privés. C'est un délit que d'occuper les parties communes d'un immeuble et d'empêcher les habitants d'y entrer. Cependant, c'est un délit particulier qui nécessite un constat récurrent. Dernièrement, nous avons fait une arrestation aux Orgues de Flandre pour ce type de délit.

Il faut ensuite se demander pourquoi ils sont constamment dans votre immeuble alors qu'ils n'y résident pas. Nous avons besoin d'une réponse en terme de prévention situationnelle, pour cela, il nous faut rencontrer le bailleur. J'ai bien noté l'adresse. On vous rappelle dès demain pour prendre rendez-vous.

J'habite au 11 rue Paul Laurent, ma femme a été agressée car elle a refusé une cigarette. Pourquoi les forces de polices ne peuvent-elles rentrer dans les halls et les parkings d'immeubles pour retirer des véhicules épaves? Nous avons appelé la police qui nous a dit que les bailleurs n'ont pas signé l'autorisation d'entrer. Un policier m'a dit que l'on ne pouvait rien faire.

Le Commissaire

Nous connaissons bien cette adresse et avons établi un partenariat étroit avec les bailleurs. Ils ont remis aux policiers des badges magnétiques. La GPIS et la police travaillent ensemble sur les patrimoines en difficulté. Sur le plan technique, la police dispose des moyens donnés par les bailleurs ainsi que de moyens judiciaires.

Je pense que vous confondez les procédures qui concernent les halls et les parkings d'immeuble.

Le problème des véhicules épaves est différent, il nécessite une procédure spéciale. Nous devons être requis par écrit par le bailleur qui demande d'enlever un véhicule indésirable. Puis, une fois le propriétaire du véhicule identifié, nous lui envoyons une lettre. Si l'enlèvement du véhicule n'est pas fait au terme du délai fixé par la loi, on vient l'enlever.

Je fais partie de l'Amicales des locataires des 3F. En automne 2012, nous avons envoyé une lettre pétition pour demander plus de sécurité, de police, de moyens pour les écoles, de médiateurs et d'animateurs. Suite au constat que plus de police est insuffisant, nous avons organisé un rassemblement de plus de 100 personnes devant l'agence 3F. Le lendemain, nous avons reçu la visite de Monsieur Mira. Cela a mené au renforcement du gardiennage, à une étude pour la mise en place de caméras et un engagement à réparer les portes quand elles sont cassées. C'est une victoire, certes, mais insuffisante.

M. Mira

Je me présente, je suis M. Mira, le nouveau directeur de l'agence de Paris du groupe 3F. En prenant mes fonctions, j'ai découvert une réalité que je ne soupçonnais pas. La situation de victime, nous la partageons : vous dans votre intimité, nous au niveau des dégradations de patrimoine. M. le Maire a été témoin de mes engagements pour effectuer ce travail de partenariat et de reconquête de territoire à différents niveaux. Le bailleur doit fournir des éléments d'équipement qui fonctionnent. Nous engagerons une politique du « carreau cassé », c'est une politique qui coûte cher et est difficile à mettre en œuvre.

Tous les 1ers janvier, les bailleurs signent une convention avec les forces de police pour permettre l'accès aux immeubles en leur fournissant des badges. J'ai signé cette convention moi-même lorsque je suis arrivé. Je vous dis cela afin de vous montrer que nous sommes dans un travail partenarial. Je ne travaille pas contre mes locataires comme je l'ai dit à l'Amicale. Je veux des locataires heureux qui puissent profiter de leur environnement.

Avant la mise en place de portes coupe-feu dans les immeubles des 3F, on pouvait protéger nos appartements. Ce n'est plus le cas. En tant que locataires, que pouvons nous faire ?

M. Mira

Les portes coupe-feu répondent aux réglementations. On ne peut les renforcer davantage justement à cause de ces caractéristiques coupe-feu. Autrement, la responsabilité du bailleur peut-être engagée. Il y a une réalité juridique et technique. Elle n'est pas simple mais on va s'en occuper.

Changer les portes ne sert à rien si le problème ne vient pas des portes. Nous avons besoin de certitudes techniques. C'est pourquoi, j'ai fait appel à une société de surveillance qui passe de manière aléatoire et à des horaires que je garderai pour moi.

J'habite place du Maroc et j'ai vu des policiers appréhender des gens lors de bagarres et sans avoir la trouille et je souhaite les féliciter.

Le Commissaire

Je salue la personne qui a souligné l'engagement des policiers car parfois ils le paient dans leur intégrité physique.

J'aimerais savoir qui a autorité de faire sortir les consommateurs de crack dans les stations de métro comme Stalingrad et Jaurès ? Peut-on faire partenariat avec le directeur de la RATP ? Peut-on développer la vidéo surveillance ?

Le Commissaire

Nous menons des opérations conjointes avec la RATP, 5 opérations déjà faites, d'autres sont déjà planifiées. Nous allons mener avec la BRF et la RATP des opérations coup de poing. C'est un volet à développer mais qui est lancé.

J'habite au 36 rue d'Aubervilliers depuis 2007. Ma femme s'est fait voler son sac à main il y a un mois et demi et nous avons eu un cambriolage il y a une semaine. Je ne stigmatise pas les policiers, ne remet pas en cause leur efficacité, mais leur présence me semble inefficace dans cette rue où ils ne sont pas présents après 21 heures. Je sors de mon appartement 5 à 6 fois par jour pour chasser les toxicomanes que je trouve dans le hall en train de fumer leurs joints. Ils ont nos codes.

Le Commissaire

Si le 36 rue d'Aubervilliers est dans la ZSP, c'est que nous ne nous sommes pas trompés. On ne part pas d'une page blanche, d'où notre passage aujourd'hui à une vitesse supérieure. Mais la ZSP n'a que 3 mois face à des problèmes enracinés. La dynamique est lancée, nous avons de forts partenariats pour mener une action répressive. Nous allons encore progresser, cependant, la partie n'est pas gagnée.

Le filtrage par le biais de codes est totalement obsolète. Il faut faire le point avec le syndicat pour penser un autre système car les codes ne changent rien et rendent les immeubles trop perméables. Dans l'attente d'un changement de système, nous allons tenter d'avoir des patrouilleurs tous les jours.

J'habite en face du parc EOLE et il y a une consommation d'alcool tout le temps.

Le Commissaire

Le préfet de police n'a autorité d'interdire la consommation d'alcool que dans les secteurs et sur des créneaux horaires bien délimités. C'est pourquoi nous avons choisi un créneau et un territoire à un moment où cela pose le plus de problème.

Après 21 heures également il y a des problèmes.

L'attroupement de personnes est la conséquence d'achat d'alcool à proximité dans les commerces. Nous attendons d'ailleurs la décision pour la fermeture d'une épicerie qui est à côté de chez vous et qui génère ce problème. Mais la préfecture n'a pas toutes les réponses. En journée, nous avons capitalisé les résultats et avons le sentiment que la physionomie s'est améliorée. La nuit, nos dispositifs sont moins forts et plus fragiles. Nous réfléchissons à un renforcement et sommes en phase de réflexion pour ajuster le dispositif. Nous ne voulons pas non plus de déplacements des phénomènes.

La rue d'Aubervilliers est tout le temps sale, hormis lors du passage des éboueurs.

M. Le Maire

La rue d'Aubervilliers n'est pas sale, mais salie. Il y a 2 jours M. PENINOU et moi étions dans cette rue pour une opération de nettoyage approfondie car une rue propre est une rue qui n'est pas salie. Dans ce secteur, nous avons réorganisé les modalités et horaires de nos agents qui normalement passent à 6h du matin. Mais dans ce quartier, à cette heure, ils se sont retrouvés face à des toxicomanes en phase de descente. Nous ne pouvons mettre nos agents en danger. Ils font leur travail, mais plus tard dans la matinée. Ils passent d'abord par le secteur Manin puis dans votre rue.

J'habite depuis 3 ans dans ce quartier au passage Desgrais et vais régulièrement porter plainte au commissariat. Pourtant, nous avons donné des autorisations pour entrer dans nos halls

Le Commissaire

Contactez la cellule d'écoute du commissariat par téléphone ou mail. Utilisez cette facilité pour que nous trouvions des solutions ensemble. On vous rappellera pour faire le point. On engage des policiers pour mener une action, on se rapproche du bailleur pour trouver une solution structurelle, faire un audit, puis on vous rappelle au bout de 15 jours pour vous parler de la stratégie mise en œuvre et faire le point.

Les 53, 55, 57 rue Riquet sont squattés tous les soirs. L'après-midi, des équipes plus jeunes de 13-14 ans squattent. Qui peut aller voir ces jeunes qui dégradent également ?

M. Peninou

Dans le cadre de notre dispositif contre le décrochage scolaire, nous allons prendre contact avec le collège Méliès pour savoir s'ils ont constaté les absences.

Devant la poste, il y a des SDF. J'ai vu une jeune femme avec un tout petit bébé qui a passé l'hiver à faire la mendicité. Que faire ? Ils sont alcoolisés et il y a une responsabilité de tous les services publics. De qui cela relève-t-il ? Des services sociaux ?

M. Le Maire

La rénovation de notre quartier au sens large n'est pas terminée. Notre objectif n'est pas de chasser les pauvres habitants mais de leur permettre de vivre dignement. Nous nous sentons tous responsables de la misère dont nous sommes témoins. Les brigades et les associations font un travail en équipe, mais juridiquement, il n'existe plus de délit de vagabondage. Certaines personnes sont tellement désocialisées qu'elles refusent toute aide. Un centre d'hébergement d'urgence a été ouvert dans le quartier villas d'Amérique. Au bout de 3 mois, ce temps d'échange est important. C'est un travail de longue haleine et des choses très utiles nous ont été communiquées ce soir. L'essentiel de nos dispositifs est en journée. Je prendrai l'initiative de signer avec Monsieur Vaillant, Maire de Paris et Monsieur Madec, ancien Maire du 19^e, un courrier pour redéployer les moyens, y compris en soirée. C'est une des conditions majeures pour continuer à progresser. J'ai entendu la souffrance et n'ai pas peur d'utiliser ce mot qui décrit ce que vous ressentez dans votre intimité. En tout cas, pour la première fois, il y a des moyens renforcés, compter sur nous et aidez nous. Je veux y croire et je suis convaincu que l'on y parviendra. Merci.